

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 29/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur 

LOGI LONGVIC EIFFEL HOLDING SCI

**ZI de Longvic Boulevard Eiffel
21600 LONGVIC**

Références : 0005402029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement LOGI LONGVIC EIFFEL HOLDING SCI implanté ZI de Longvic Boulevard Eiffel 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGI LONGVIC EIFFEL HOLDING SCI
- ZI de Longvic Boulevard Eiffel 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005402029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un entrepôt de stockage de matières combustibles soumis à enregistrement sous la rubrique 1510, composé de 4 cellules et occupé par deux sociétés.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement administratif	Rapport d'antériorité du 14/04/2023	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Limitation des consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 11.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 11.3	Demande d'action corrective	30 jours
4	Bassins de confinement	Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 11.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			d'action corrective	
6	Consignes spécifiques	Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 12.3	Demande d'action corrective	30 jours
7	Consommation	Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 14.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Demande d'action corrective	30 jours
9	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 11.5	Sans objet
10	Formation	Arrêté Ministériel du 22/01/2002, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé plusieurs non-conformités, notamment sur le suivi de la consommation d'eau, l'entretien des fossés d'infiltration et la traçabilité des entretiens du système de rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement administratif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2023
Thème(s) : Situation administrative, Rapport d'antériorité
Prescription contrôlée : Article 3 de l'AP du 22 janvier 2002 est remplacé par le tableau suivant : <u>Classement administratif :</u> <ul style="list-style-type: none"> Entrepôts couverts, rubrique 1510, Éléments caractéristiques : 230 000 m³ quantité de matières combustibles supérieure à 500 tonnes, régime : E; Ateliers de charge d'accumulateurs électriques, rubrique 2925, Éléments caractéristiques : 55 kW, régime : D;
Constats : L'entrepôt est soumis à la rubrique 1510 (rapport d'antériorité du 22/01/2023). Un stockage supplémentaire de pneumatiques (possiblement soumis à la rubrique 2663) a été installé dans la cellule C3 en 2022. Le stockage de pneumatiques était déjà présent en cellule C4 en 2021. Par ailleurs, l'exploitant signale à l'Inspection que le flux thermique de 8 kW/m ² sort des limites du site au niveau de la cellule C4. Une voie ferrée SNCF se trouverait donc dans le flux thermique de 8 kW/m ² .

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande de compléments 1</u></p> <p>L'exploitant démontrera la validité de son classement en tenant compte du nouveau stockage de pneumatiques.</p> <p><u>Demande de compléments 2</u></p> <p>L'exploitant réalisera une mise à jour de son étude de danger avec notamment une étude de flux thermique avec les données à jour du dossier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Limitation des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des consommations d'eau
<p>Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés mensuellement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de relevé mensuel de consommation d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les relevés mensuels doivent être mis en place. Ces relevés seront portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Identification : Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 3. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur le site, 2 points de rejets ont pu être identifiés :</p>

- R1 eaux pluviales fossé d'infiltration avant
- R2 eaux pluviales fossé d'infiltration arrière

Le « fossé infiltration avant R1» est couvert de végétation très dense et jonché de détritus.

Le troisième point de rejets « R3 eaux usées réseau d'assainissement public via "la station de relevage », n'est pas repéré sur le plan des réseaux présenté lors de l'inspection et l'exploitant n'a pas su l'identifier sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit connaître l'emplacement de l'ensemble de points de rejets.

Le « fossé infiltration avant R1» doit être entretenu. Le volume indiqué de 600 m³ doit être disponible en permanence.

Une consigne définissant la fréquence d'entretien de deux fossés d'infiltration doit être établie et respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Bassins de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 11.3

Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de confinement

Prescription contrôlée :

Bassins de confinement

Le confinement sur le site des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle, y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 4 700 m³ [...]

Équipements et canalisations

Les réservoirs, canalisations et tous équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques ou insalubres (fluides, effluents pollués, etc), sont étanches et résistent à l'action physique et chimique de ces substances.

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs en amont des bassins d'absorption, de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

Constats :

Le volume de confinement des eaux d'incendie de 4 700 m³ est constitué, selon l'exploitant par le parking et les quais des chargements du côté Nord des bâtiments.

L'exploitant n'a pas pu présenter les suivis de l'entretien de la vanne de rétention.

La présence de la vanne a bien été constatée lors de l'inspection. En revanche, son emplacement n'est pas signalé par un panneau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit garantir la fonctionnalité et l'étanchéité de son système de rétention. Les entretiens de réseau de rétention (canalisation, vanne de rétention,) doivent être tenus à la disposition de l'Inspection.

L'emplacement de la vanne de rétention doit être facilement repérable (signalé par un panneau).
L'exploitant doit vérifier si l'ajout de stocks des pneumatiques dans la cellule C4 impose une augmentation de moyens de lutte contre l'incendie (réserve d'eau) et par conséquent si la rétention disponible aujourd'hui (4 700 m ³) est suffisante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Installation de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 11.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de traitement
Prescription contrôlée : 11.5 - Installation de traitement Les installations de traitement (débourbeurs – séparateurs à hydrocarbures) sont dimensionnés de manière à faire face aux variations de débit. Elles sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.
Constats : L'exploitant a présenté un justificatif d'entretien de son séparateur d'hydrocarbure du mois d'octobre 2021 (BSD établi par EDIB pour 3 tonnes de boue). Le document présenté n'appelle pas de remarque. Pour l'année en cours, l'exploitant dispose d'une commande (nr R-2023-23 SARP), passée auprès de la société SARPI Cente Est (signé le 10/11/2023).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes spécifiques
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment pour les opérations de nettoyage.
Constats : L'exploitant n'a pas rédigé de consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit établir, tenir à jour et diffuser aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment pour les opérations de nettoyage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2002, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation
Prescription contrôlée : La consommation est limitée en volume à 1 000 m ³ /an, sur la base d'un effectif de 45 personnes en moyenne (hors appoint et exercice incendie).
Constats : Le jour de l'inspection, il y a effectivement environ 45 personnes sur le site . En revanche, l'exploitant n'a pas présenté sa consommation annuelle d'eau. Il n'a pas été possible de vérifier le respect de cet article de l'AP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier sa consommation d'eau annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]
Constats : L'état de stock est établi de manière hebdomadaire. Il est accessible via les fichiers dématérialisés. L'exploitant a fourni l'état de stock pour chaque cellule et chaque locataires Le jour de l'inspection les cellules contiennent comme suit : <ul style="list-style-type: none">• C 1 (rubrique 1510) 60 093 m³;• C2 (rubrique 1510) 60 036 m³;• C3 (rubrique 2663) 27 270 m³;• C3 (rubrique 2663) 27 270 m³.

<p>Par sondage, deux positions de l'état de stock ont été vérifiées sur le terrain chez chaque locataire. Aucune anomalie n'a été constatée. Les produits choisis sur l'état de stock des cellules et leurs quantités correspondent exactement à la situation sur le site.</p> <p>Un stockage extérieur (préau de la cellule 4) d'environ 15 m³ de pneus a été constaté. A proximité de ce stockage, un extincteur sans contrôle valide est présent. Un bidon plein de 10 l environ, sans étiquetage, a été également présent au même endroit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le stockage extérieur de pneumatiques n'est pas répertorié dans l'état de stock.</p> <p>L'ensemble des moyens de lutte contre incendie doit être contrôlé annuellement.</p> <p>Le stockage extérieur des pneus sera, soit inclus dans le stock, soit déclaré comme « déchets » (dans ce cas le volume de stockage doit être bien défini). L'exploitant procédera à l'évacuation du bidon non étiqueté vers des filières autorisées à cet effet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 9 : Exercice de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu d'un exercice d'évacuation effectué le 29/08/2023 par un de ses locataires. Le temps d'évacuation (22 personnes au point de rassemblement) est de moins de 3 minute 30.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un compte rendu récent d'un exercice d'évacuation pour l'autre locataire du site doit être fourni.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 10 : Formation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/01/2002, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. [...]</p>

Constats :

L'exploitant a présenté les attestations de formation, pour un de ses locataires, données par la société FC -PRO (réagir face au départ de feu, faire évacuer l'établissement, identifier les risques de l'établissement) du 9 janvier 2024.

8 personnes de la société ont participé à cette formation. Le suivi de formation est assuré par le siège de la société.

Pour le deuxième locataire, la formation (exercice d'évacuation et incendie) est prévue le 22/02/2024. Les convocations pour 13 salariés ont été présentées à l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite